

gauchisme simplificateur, amateur de raccourcis entre les directives du Parti et les longues et amples batailles dans le syndicat pour leur concrétisation!

On voit que des lectures, somme toute assez différentes, existent et ont existé sur cette fameuse (et nécessaire) conquête des syndicats.

Avant d'en revenir aux problèmes qui nous sont posés pour cela aujourd'hui, qu'il soit permis de rappeler encore combien Lénine lui-même fut tout sauf ce « sabreur », prenant le mouvement syndical à l'abordage pour lui faire plier l'échine sous sa botte, tel que réformistes, anarchistes et bourgeois voudraient nous le présenter dans un chœur unanime.

C'est en 1914 que, polémique encore contre le sectarisme des menchéviks et des populistes, ponctuellement alliés dans le syndicat contre les bolchéviks, Lénine définissait ces conseils si actuels (Tome 20 Ed. Moscou) :

« (les marxistes) ne sont pas des hotes de hasard dans le mouvement ouvrier. Ils savent que tôt ou tard, les syndicats adopteront tous des positions marxistes. Ils sont persuadés que l'avenir appartient à leurs idées, et ils ne forcent pas les événements. Ils ne mènent pas les syndicats à la cravache; ils ne collent pas d'étiquettes; ils ne provoquent pas leur scission. Ils poursuivent avec calme et assurance leur propagande marxiste. Patiemment, tirant argument des leçons de la vie, ils enseignent le marxisme aux ouvriers (...) Nous suivons notre chemin! »

N'est-ce pas la démarche vers laquelle tendent nos efforts aujourd'hui? N'est-ce pas à cela aussi que les travailleurs, nos camarades dans les syndicats qui s'interrogent sur la révolution et y aspirent plus ou moins consciemment pourront reconnaître notre avancée vers le Parti de Type Nouveau ?

A PROPOS DES ACQUIS DU PARTI

► Si l'on se résume, on peut dire que sur les questions de « neutralité ou non des syndicats », de « liens et rapprochement nécessaire du syndicat avec le parti », de la « propagation du marxisme dans le syndicat », de la structuration de « noyaux communistes » pour cela, la référence léniniste nous est très directe. De même que la nécessité (indiquée par Lénine, en 1905, dans « Le Parti socialiste et le révolutionnarisme sans parti », T.10) de « sauvegarder l'indépendance politique et idéologique du prolétariat et de son parti » dans le mouvement syndical.

C'est une base solide d'unité dans nos rangs normalement, mais aussi la source de tâches à prendre en main fermement : l'existence d'un secteur syndical du Parti, et d'une politique syndicale impulsée centralement et relayée par des commissions fédérales appropriées, d'un écho de presse sérieusement assumé, d'une prise en compte des spécificités et de l'importance du travail des communistes dans le syndicat par tout le parti et non par une « minorité spécialisée »... Où en est on de ces tâches, c'est le propre du bilan en cours.

Mais dans leur accomplissement, de toute façon, se pose la question de la prise en compte des acquis du Parti tel qu'il est aujourd'hui, dans sa marche - pas après pas - vers le Parti de Type Nouveau.

De ce point de vue, peut-être est-il nécessaire de s'entendre sur les apports principaux du Parti sur le terrain syndical et dans les relations parti-syndicat,

comme le précisait le texte du Comité Central sur nos acquis : on a intérêt à vérifier notre capacité à les défendre et à ne pas s'en tenir à l'approbation de thèmes généraux.

► Ainsi, qu'en est-il du « rôle dirigeant du Parti » en matière syndicale? de notre capacité de transformation du mouvement syndical actuel?

S'inspirant de la démarche du Manifeste pour le socialisme, nous seront d'autant plus écoutés et influents dans le mouvement syndical que nous ne confondrons pas le rôle dirigeant du Parti avec la volonté de « régenter » le syndicat en tout!

Le rôle dirigeant des communistes n'est ni un héritage ni une « loi naturelle » ni garanti par contrat : il se conquiert, il se mérite, dans l'application de la ligne de masse!

Conquérir l'hégémonie dans le mouvement syndical passe par une longue lutte où se détruisent les positions réformistes et révisionnistes tandis que l'alternative révolutionnaire prend corps, devient crédible, gagne les consciences et transforme les pratiques syndicales anciennes...

Nous ne sommes, en quelque sorte, qu'au début du travail. Nous avons donc un sérieux besoin de « points d'appui pour le Parti ». Il est exact que pour cela nous ne pouvons nous contenter d'une influence purement tactique : c'est seulement si nous rapprochons de nombreux syndicalistes de la révolution et du Parti en tant que tel que notre influence sera stable et capable de transformer les choses en profondeur dans le mouvement syndical.

Mais on ne doit dans la course à l'hégémonie ne griller aucune étape, ne se priver d'aucun moyen de ralliement au Parti et au communisme... Aussi s'agit-il de savoir convaincre de la nécessité du Parti, de créer le besoin du Parti chez les syndicalistes et non de leur assainir une affirmation de la vocation du Parti à diriger le processus révolutionnaire et les organisations de masses susceptibles d'y concourir!

Et cela est d'autant plus important que nous avons à faire à une classe ouvrière expérimentée, éprouvée par le révisionnisme aussi, et dont une assez large couche avancée est très politisée et riche d'interrogation stratégiques.

Notre conception du rôle dirigeant (et transformateur) du Parti dans le mouvement syndical est inséparable des considérations sur la spécificité tant de la métropole impérialiste où nous sommes que de l'histoire propre du mouvement ouvrier de notre pays. Elle est liée également à la reconnaissance du potentiel syndicaliste révolutionnaire....

► C'est pourquoi aux rangs des acquis du Parti il semble important de faire figurer la réflexion et la pratique, issue du mouvement de rectification contre les influences révisionnistes, qui nous amenaient à raisonner en terme d'« unité du travail d'entreprise ».

► Il s'agissait alors (1975) de veiller à ce que notre travail syndical ait bien un contenu prolétarien (ne se soumette pas à l'hégémonie révisionniste dans le syndicat) et qu'il contribue à l'édification du Parti et notamment au développement des cellules d'entreprises.

Mais c'était aussi réfuter dans la pratique une certaine coupure, artificielle, entre le travail politique et les luttes revendicatives. C'était situer comme délibérément politique l'activité des communistes à l'entreprise sur tous les terrains et donc également leur intervention dans